

FEDERATION NATIONALE PORCINE

9-11 rue de la Baume 75008 PARIS - Tél. 01.53.83.47.02 - Fax. 01.53.83.48.30 – e mail : caroline.tailleur@fnsea.fr

Lettre ouverte de la Fédération Nationale Porcine à l'aval de la filière porcine française

Mesdames, Messieurs,

Le scandale de fraude d'étiquetage sur des produits transformés surgelés qui marque l'actualité ébranle la confiance des consommateurs et est un nouveau séisme pour les producteurs.

Nous considérons qu'il est dramatique d'en arriver à ces extrémités et nous ne pouvons que nous indigner de telles tromperies, résultats malheureux mais inacceptables d'un dictat de prix toujours plus bas imposé par la grande distribution. Si cette dernière joue en effet le jeu de la traçabilité dans notre filière en promouvant au sein du collectif la démarche VPF – Viande de Porc Française, le double langage que pratiquent les distributeurs par leur pression sur les tarifs ne peut que conduire certains industriels à déraiper face à des conditions de prix intenable.

Car la viande a un prix ! Les éleveurs de porcs français mettent tout en œuvre pour fournir à la filière des produits qui répondent aux attentes de l'aval et des consommateurs. Ils assurent une traçabilité exemplaire de leurs animaux et de leurs pratiques. Ces efforts, ces engagements représentent un coût de production. L'alimentation a un donc prix ; la viande ne doit plus être considérée comme un vulgaire minéral !

Au contraire, il faut prendre des mesures, de vraies mesures réglementaires pour éviter les dérives. Face à la fraude, le renforcement des autocontrôles au sein des entreprises agroalimentaires n'est qu'une partie de la réponse. Nous estimons qu'en complément, la mention d'origine nationale de la viande fraîche ou de la viande utilisée comme ingrédient dans les produits transformés doit s'imposer de façon obligatoire.

Alors que nous avons œuvré au sein de l'Interprofession Nationale Porcine INAPORC pour une communication de filière sur nos produits et nos métiers français, il est temps que l'ensemble des maillons se positionne clairement ! On ne peut se prévaloir d'appartenir à un collectif et ne pas être solidaire ! On ne peut être à la fois « dedans et dehors » !

Rappelons par ailleurs que nous communiquons au niveau interprofessionnel sur le VPF, seul logo qui garantit des produits issus de porcs nés, élevés, abattus, voire transformés en France lorsqu'il s'agit de produits de charcuterie. Quand l'origine des produits est française, quand l'ensemble de ces étapes se fait sur notre territoire, cessons la multiplication des sigles et privilégions le VPF pour une totale clarté pour le consommateur !

Arrêtons les comportements hypocrites : la filière porcine française n'a rien à gagner à encourager le comportement libéral de quelques grandes multinationales de la transformation qui n'hésitent pas à aller s'approvisionner à l'extérieur à moindre coût. Notre filière compte de nombreuses entreprises de charcuterie-salaison qui sont des PME dont le marché est national.

FEDERATION NATIONALE PORCINE

9-11 rue de la Baume 75008 PARIS - Tél. 01.53.83.47.02 - Fax. 01.53.83.48.30 – e mail : caroline.tailleur@fnsea.fr

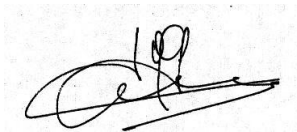
Nous avons pris toutes ensemble, familles professionnelles de la filière porcine française, un engagement volontaire fin 2010 pour afficher une origine claire pour le consommateur sur l'ensemble des produits issus du porc, qu'il s'agisse de viande fraîche ou de produits transformés. Par origine claire, l'accord interprofessionnel, signé de tous, entendait origine nationale, quelle que soit cette origine, française ou étrangère !

Plus de deux ans plus tard, nous ne pouvons que condamner les positions prises par les transformateurs au niveau européen en faveur d'un vague étiquetage UE / non UE. Comment nos PME françaises de charcuterie-salaison peuvent-elles se reconnaître dans une telle représentation ? Refuser d'évoluer vers une origine nationale des produits nous semble un comportement suicidaire, qui expose plus facilement à des approvisionnements douteux !

On est bien loin des ambitions qui étaient affichées et bien loin de la transparence que tout le monde réclame aujourd'hui. Alors que la Commission européenne persiste en pleine tempête médiatique et juge encore prématuré de parler d'étiquetage obligatoire de l'origine nationale sur l'ensemble des produits, nous demandons aujourd'hui aux maillons les plus aval de la filière, transformation et grande distribution, de prendre conscience des enjeux que cela représente.

Mesdames, Messieurs, nous ne pouvons plus nous permettre de nous enfermer dans un système qui ne satisfait pas le consommateur et dessert l'ensemble de notre filière !

A Paris, le 18 février 2013



Jean-Michel SERRES
Président de la FNP



Paul AUFFRAY
Secrétaire Général de la FNP